

Francis WASSMER
Christian BERTHOLD
Denis BERTHOLD
Annabel CORDELLIER
Xavier COURTEAUX
Sébastien GUY
Céline LEININGER
Frédéric LINDENMANN
Muriel MULLER
Mélodie SCHERER
Christophe SPRAUEL
Frédéric WAGNER
Christian CHARPILLOZ
Olivier DEL ROSSO

Eric ESTREICH-BOUSSER
Arnaud GUTHERTZ
Daniel KAISER
Olivier LOBSTEIN
Stéphane LOGEL
Sébastien MEYER
Christophe NITSCHÉ
Renaud PFLIEGER
Julien SCHAEGIS
Franck-Olivier THEOBALD
Hervé WENTZINGER
Lucille YVARS

R A P P O R T

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach
62 rue Aristide Briand
68460 LUTTERBACH

* * *

présenté à l'assemblée générale du 28 avril 2022

FIBA SAS - SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM
ADRESSE POSTALE : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03 88 18 59 59 - Fax 03 88 18 83 81 - E MAIL : strasbourg@groupe-fiba.fr
RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA Intr. : FR 49 698501442 - Lieu de juridiction : Strasbourg
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Inscrite au Tableau Régional de l'Ordre - Membre de la Cie Régionale de Colmar
BECM : IBAN : FR76 1189 9001 0000 0375 2614 546 - BIC : CMCIFR2A

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu le processus mis en place par la direction notamment sur les points suivants :

- Concernant les provisions pour risques et charges, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à revoir par sondages les calculs effectués ;
- Concernant les immobilisations, nous avons procédé à l'appréciation de leur durée d'amortissement ;
- Concernant les dotations et produits de tarifications, et les subventions d'exploitation, reçus de la part des financeurs, nous avons vérifié leur cadre conventionnel ainsi que leur correcte comptabilisation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

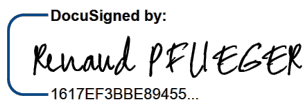
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse, le 6 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes
FIBA S.A.S.

DocuSigned by:

1617EF3BBE89455...

Renaud PFLIEGER

Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Colmar

Bilan - Actif arrêté au 31/12/2021 (toutes écritures)

| Libellé | Brut | Amortist | Net | Net A-1 |
|--|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Actif Immobilisé | | | | |
| Immobilisations Incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 50 054,50 | 50 054,50 | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immos incorpor | | | | |
| Immobilisations Corporelles | | | | |
| Terrains | 536 996,45 | 233 382,42 | 303 614,03 | 323 449,08 |
| Constructions | 9 560 465,97 | 4 403 584,41 | 5 156 881,56 | 5 439 775,60 |
| Installations techniques, matériel et outilla | 2 332 950,37 | 1 243 398,12 | 1 089 552,25 | 1 179 518,11 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 002 742,50 | 714 801,04 | 287 941,46 | 297 263,45 |
| Immobilisations corporelles en cours | 3 309,60 | | 3 309,60 | 17 040,00 |
| Avances et acomptes sur immos corporell | | | | |
| Immobilisations Financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 78 404,66 | | 78 404,66 | 68 357,36 |
| Autres immobilisations financières | 1 025,00 | | 1 025,00 | 1 025,00 |
| Total (I) | 13 565 949,05 | 6 645 220,49 | 6 920 728,56 | 7 326 428,60 |
| Comptes Liaisons | | | | |
| Comptes Liaisons Investissement | | | | |
| Comptes Liaisons Fonctionnement | | | | |
| Total (II) | | | | |
| Actif Circulant | | | | |
| Stocks et en cours | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| Autres approvisionnements | | | | |
| En cours de production de biens et servic | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur comm | 31 854,76 | | 31 854,76 | |
| Créances | | | | |
| Créances redevables et comptes rattaché | 119 584,21 | | 119 584,21 | 168 831,55 |
| Autres créances | 338 507,99 | | 338 507,99 | 29 853,42 |
| Valeurs mobilières de placement | 556 623,00 | | 556 623,00 | 556 124,00 |
| Disponibilités | 756 208,22 | | 756 208,22 | 1 094 877,31 |
| Charges constatées d'avance | 2 749,00 | | 2 749,00 | 16 279,16 |
| Total (III) | 1 805 527,18 | | 1 805 527,18 | 1 865 965,44 |
| Charges à répartir sur plusieurs exerci | | | | |
| Total (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligati | | | | |
| Total (V) | | | | |
| Ecart de conversion (actif) | | | | |
| Total (VI) | | | | |
| Total Actif | 15 371 476,23 | 6 645 220,49 | 8 726 255,74 | 9 192 394,04 |

Bilan - Passif arrêté au 31/12/2021 (toutes écritures)

| | Libellé | | Net | Net A-1 |
|--|---|--|---------------------|---------------------|
| | Fonds Propres | | | |
| | Fonds associatifs sans droit de reprise | | 967 697,64 | 967 697,64 |
| | Ecarts réévaluation sur biens sans droit de repr. | | | |
| | Fonds associatifs avec droit de reprise | | | |
| | Dons et legs | | | |
| | Subventions d'investissement | | | |
| | Ecarts réévaluation sur bien avec droit repr | | | |
| | Réserves | | | |
| | Excédents affectés à l'investissement | | | |
| | Réserve de compensation | | | |
| | Réserve de trésorerie | | 648 848,15 | 665 792,82 |
| | Autres réserves | | | |
| | Report à nouveau | | -211 076,73 | -227 060,75 |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE | | -95 530,24 | -960,65 |
| | Subventions d'investissement (renouvelables) | | 231 543,31 | 268 131,95 |
| | Provisions réglementées | | | |
| | Provision pour réserve de trésorerie | | | |
| | Réserves des plus-values nettes d'actif | | 76 527,16 | 75 401,06 |
| | Autres provisions réglementées | | 413 015,36 | 434 341,21 |
| | Comptes de liaison | | | |
| | Total (I) | | 2 031 024,65 | 2 183 343,28 |
| | Provisions pour risques et charges | | | 5 692,38 |
| | Fonds dédiés | | | |
| | Total (III) | | | 5 692,38 |
| | Emprunts obligataires convertibles | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissts de crédit | | 5 776 226,08 | 6 153 574,04 |
| | Emprunts et dettes financières divers | | 11 108,68 | 11 925,66 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| | Redevables créditeurs | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 195 506,52 | 126 907,80 |
| | Dettes fiscales et sociales | | 503 780,01 | 515 603,65 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 19 137,90 | 1 296,70 |
| | Autres dettes | | 142 043,47 | 150 829,70 |
| | Produits constatés d'avance | | 47 428,43 | 43 220,83 |
| | Total (IV) | | 6 695 231,09 | 7 003 358,38 |
| | Ecarts de conversion (passif) | | | |
| | Total (V) | | | |
| | Total Passif | | 8 726 255,74 | 9 192 394,04 |

Compte de Résultat - Charges arrêté au 31/12/2021 (toutes écritures)

| Libellé | Net | Net A-1 |
|--|---------------------|---------------------|
| Charges d'exploitation | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock de marchandises | | |
| Achats de matières premières et fournitures | | |
| Variation de stock matières premières et approvisi | | |
| Achats d'autres approvisionnements | | |
| Variation de stock autres approvisionnements | | |
| Achats non stockés de matières et fournitures | 277 732,76 | 285 685,54 |
| Services extérieurs et autres | 756 547,00 | 739 823,24 |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémun. | 279 484,14 | 278 180,72 |
| Impôts, taxes et versements assimilés autres | 23 991,86 | 17 908,00 |
| Salaires et traitements | 2 324 741,45 | 2 345 656,39 |
| Charges sociales | 710 331,08 | 717 475,37 |
| Dotation aux amortissements sur immobilisations | 513 440,54 | 522 449,63 |
| Dotation aux amortissements sur charges à répartir | | |
| Dotation provisions sur immobilisations | | |
| Dotation provisions sur actif circulant | | |
| Dotation provisions pour risques et charges | | |
| Autres charges | 573,51 | 389,48 |
| Total (I) | 4 886 842,34 | 4 907 568,37 |
| Charges financières | | |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 68 897,13 | 75 155,51 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières | | |
| Total (II) | 68 897,13 | 75 155,51 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Exercice courant | 16 310,00 | |
| Exercices antérieurs | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotation aux provisions : réserve de trésorerie | | |
| Dotation aux provisions : réserve des plus-values | 1 126,10 | 3 858,90 |
| Engagements à réaliser sur ressources affectées | | |
| Impôts sur les sociétés | 172,15 | 228,41 |
| Total (III) | 17 608,25 | 4 087,31 |
| Total (I) | | |
| Total Charges | 4 973 347,72 | 4 986 811,19 |

Compte de Résultat - Produits arrêté au 31/12/2021 (toutes écritures)

| | Libellé | | Net | Net A-1 |
|--|--|--|---------------------|---------------------|
| | Produits d'exploitation | | | |
| | Ventes de marchandises | | | |
| | Production vendue prestations de services | | | |
| | Production vendue divers | | | |
| | Production stockée ou déstockage de production | | | |
| | Production immobilisée | | | |
| | Dotations et produits de tarifications | | 4 780 063,48 | 4 907 247,62 |
| | Subvention d'exploitation et participations | | 18 038,49 | 1 999,98 |
| | Reprise sur provisions et amortissements | | 5 692,38 | |
| | Transfert de charges | | 10 890,28 | 13 632,48 |
| | Autres produits | | 2 332,72 | 431,10 |
| | Total (I) | | 4 817 017,35 | 4 923 311,18 |
| | Produits financiers | | | |
| | De participations et des immobilisations financier | | 797,34 | 980,51 |
| | Revenus des valeurs mobilières de placement | | | |
| | Reprises sur provisions | | | |
| | Transferts de charges | | | |
| | Différences positives de change | | | |
| | Produits nets s/cession de valeur mobilière plac | | 500,90 | 606,80 |
| | Total (II) | | 1 298,24 | 1 587,31 |
| | Produits exceptionnels | | | |
| | Sur opérations de gestion | | 52,00 | |
| | Exercices antérieurs | | | |
| | Sur opérations en capital | | 38 124,04 | 39 611,48 |
| | Reprise sur provision réglem : réserve trésorerie | | 21 325,85 | 21 340,57 |
| | Reprise sur provision réglem : réserve plus-values | | | |
| | Reprises sur autres provisions | | | |
| | Report des ressources non utilisées | | | |
| | Transfert de charges | | | |
| | Total (III) | | 59 501,89 | 60 952,05 |
| | Résultat débiteur = Déficit | | 95 530,24 | 960,65 |
| | Total (IV) | | 95 530,24 | 960,65 |
| | Total Produits | | 4 973 347,72 | 4 986 811,19 |

ANNEXE

au Bilan du 31/12/2021
et au Compte de résultat du 01/01/2021 au 31/12/2021

I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH DE BELLEMAGNY-LUTTERBACH :

L'Institut Saint Joseph est une association à but non lucratif de droit local d'Alsace-Moselle. Elle est inscrite au tribunal d'instance de Mulhouse sous le N° Volume 77, Folio 83. Son siège social est au 62 rue Aristide Briand 68460 LUTTERBACH. Le but de l'association est de : « a) créer et gérer des établissements spécialisés pour les personnes handicapées et inadaptées atteintes de déficiences intellectuelle et physique, ainsi que de troubles associés exigeant le recours à des techniques particulières.

b) Développer et propager des œuvres de bienfaisance ayant un rapport direct ou indirect avec le but principal figurant sous a) »

L'Institut Saint Joseph gère un Foyer d'Accueil Spécialisé de 98 places et un Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de 16 places.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 bénévoles élus par l'assemblée générale du 29 avril 2021. Le président de l'association est M. Joseph STAMPFLER élu par le Conseil d'Administration réunit à la même date.

EVENEMENT PRINCIPAUX DE L'EXERCICE 2021 :

- La Pandémie Covid19 continue en 2021 à perturber le fonctionnement de notre établissement : de nombreux arrêts de travail et isolements du personnel. Heureusement nous n'avons plus à déplorer de décès lié à ce virus.
- Embauche de nombreux CDD pour remplacer le personnel absent (+151 K€ chargés par rapport à 2019) ;
- L'application des gestes barrières et les différents confinements n'ont pas permis de réaliser les transferts habituels (-18 K€ par rapport au budget) ;
- Cinq départs à la retraite, deux ruptures conventionnelles et un licenciement pour inaptitude ont eu lieu en 2021 (76K€ chargés) ;
- Réalisation des travaux de rénovation des chaufferies et des fenêtres pour le compte du propriétaire (300 K€). Suppression de l'énergie fuel et de son stockage risqué.
- Prise en charge par l'Institut de l'étude thermique du bâtiment St Joseph, Ste Odile et Don Bosco (16 K€).
- Réalisation par un cabinet indépendant d'une expertise sur les risques psychosociaux à la demande du CSE (11 K€).
- Facturation tardive par le SIVOM de l'Agglomération Mulhousienne de la taxe de branchement au réseau des eaux usées (6 K€).
- Paiement de la prime inflation financée par l'état (8 K€).
- Paiement de 2 mois de l'Indemnité Laforcade financée par la CEA (25 K€).

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

A – Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2021.

B - Méthodes comptables :

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément aux règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes, par rubriques significatives :

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Le début de l'amortissement est compté à partir de la date de facturation de l'immobilisation et sur la durée de vie prévue soit :

| | |
|---|------------------|
| - Logiciels et matériel informatique : | 3 ans |
| - Matériels divers : | 5 ans |
| - Aménagements intérieurs : | 10, 15 ou 20 ans |
| - Installations techniques | 20 ans |
| - Façades, Toitures, Métallerie | 30 ans |
| - Aménagements extérieurs | 30 ans |
| - Gros œuvre, Terrassement, Prest. Intellect. | 47 ans |

Disponibilités

Les chèques émis par l'association sont comptabilisés à leur date d'émission. La concordance par rapport à l'extrait se fait par un état de rapprochement.

Immobilisations financières

La participation à l'effort de construction est comptabilisée sous forme de prêt sur 20 ans.

Provisions pour risques

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les litiges pour lesquels l'association considère qu'il n'y aura pas de sortie d'argent probable sont considérés comme des passifs éventuels et font l'objet, le cas échéant, d'une note complémentaire dans l'annexe.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds gérés pour le compte des résidents

Afin de se conformer aux prescriptions du plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, les créances et dettes existantes au 31 décembre relatives à la gestion de l'argent de vie des résidents sont intégrées au bilan de l'association dans les postes suivants :

Actif :

Disponibilités : 116 514 €

Passif :

Autres dettes : 116 514 €

Cet argent n'appartient pas à l'association et à ce titre n'a généré aucune incidence sur le résultat de la période écoulée.

III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

| Valeurs brutes | Ouverture | Augmentation | Poste à poste | Diminution | Clôture |
|--------------------|---------------------|------------------|---------------|------------------|---------------------|
| Immo Incorporelles | 53 660 € | 0 € | 0 € | 3 606 € | 50 054 € |
| Immo Corporelles | 13 490 887 € | 111 424 € | 0 € | 169 155 € | 13 433 156 € |
| Immo en cours | 17 040 € | 3 310 € | 0 € | 17 040 € | 3 310 € |
| TOTAL | 13 561 587 € | 114 734 € | 0 € | 189 801 € | 13 486 520 € |

Amortissements

| Valeurs brutes | Ouverture | Augmentation | Diminution | Clôture |
|--------------------|--------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Immo Incorporelles | 53 660 € | 0 € | 3 606 € | 50 054 € |
| Immo Corporelles | 6 250 880 € | 513 441 € | 169 155 € | 6 595 166 € |
| TOTAL | 6 304 540 € | 513 441 € | 172 761 € | 6 645 220 € |

Immobilisations financières

| | |
|--|-----------------|
| ➤ Prêts | 78 405 € |
| ↳ Prêt 1% Construction sur 20 ans | 78 405 € |
| ➤ Cautions | 1 025 € |
| ↳ Caution station-service et bouteille gaz | 1 025 € |

Fournisseurs débiteurs

| | |
|------------------------------|-----------------|
| Avances et acomptes versés : | 31 855 € |
|------------------------------|-----------------|

Créances

| | |
|--|-----------------|
| ➤ Résidents : reversement des ressources : | 84 979 € |
|--|-----------------|

➤ **Départements : prix de journée total : 34 606 €**

| Département | - 1 an | + 1 an |
|----------------|----------|--------|
| Cher | 3 276 € | |
| Haute-Garonne | 6 859 € | |
| Haut-Rhin Etat | 21 055 € | |
| Vosges | 3 416 € | |

➤ **Autres Créances à - 1an 338 508 €**

| | |
|--|-----------|
| ↳ Personnel avance et acompte | 1 291 € |
| ↳ Ind. Journalières CPAM à reverser | 3 444 € |
| ↳ Subvention à recevoir | 0 € |
| ↳ Prix de journée à recevoir | 6 491 € |
| ↳ UNIFAF – Plan de formation | 7 914 € |
| ↳ Divers à recevoir | 31 968 € |
| ↳ Prêt Congrégation Sœurs Bénédictines | 287 400 € |

Actif circulant

➤ **Charges constatées d'avance 2 749 €**
- ACM Assurance RC Institut 2 749 €

IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

➤ **Tableau de variation des fonds associatifs**

| Valeurs brutes | Ouverture | Augmentation | Diminution | Clôture |
|---|--------------------|-----------------|------------------|--------------------|
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 967 698 € | 0 € | 0 € | 967 698 € |
| Excédents affectés à l'investissement | 546 965 € | 0 € | 0 € | 546 965 € |
| Réserve de Compensation | 11 419 € | 0 € | 16 944 € | -5 525 € |
| Réserve de trésorerie | 66 780 € | 0 € | 0 € | 66 780 € |
| Excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement | 40 628 € | 0 € | 0 € | 40 628 € |
| Report à nouveau | -227 060 € | 15 983 € | 0 € | -211 077 € |
| Résultat de l'exercice | - 961 € | 961 € | 95 530 € | - 95 530 € |
| Subventions d'investissement | 268 132 € | 1 535 € | 38 124 € | 231 543 € |
| Réserve des plus-values nettes d'actif | 75 401 € | 1 126 € | 0 € | 76 527 € |
| Autres provisions réglementées | 434 341 € | 0 € | 21 326 € | 413 015 € |
| TOTAL | 2 183 343 € | 19 605 € | 171 924 € | 2 031 024 € |

➤ **Passifs éventuels 0 €**

- Les jugements de Prud'hommes ont été rendus le 15 juin 2021 dans les deux affaires en cours. L'Institut Saint Joseph a été partiellement condamné : dans un dossier, le tribunal de Colmar n'a pas accepté la demande de repos compensateur supplémentaire pour les jours fériés. L'Institut Saint Joseph a versé les sommes demandées : 4917 €. La provision pour risques et charges de 5 692 € a été totalement reprise.

Dettes :

➤ Emprunts : situation au 31/12/2021

| N° prêt CDC | Date | Organisme | Montant | Remboursé au 31/12/2021 | Reste à rembourser |
|----------------|------------|-----------|--------------------|----------------------------|-----------------------|
| 0937474 | 12/04/2001 | C.D.C. | 2 659 417 € | 2 091 191 € | 568 226 € |
| 5089440 | 28/10/2016 | C.D.C. | 6 200 000 € | 992 000 € | 5 208 000 € |
| TOTAL | | | 8 859 417 € | 3 083 191 € | 5 776 226 € |

Etat des remboursements à venir

| N° prêt CDC | Reste à rembourser | à – 1 an | de 1 à 5 ans | à + 5 ans |
|----------------|-----------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| 0937474 | 568 226 € | 128 159 € | 440 067 € | 0 € |
| 5089440 | 5 208 000 € | 248 000 € | 992 000 € | 3 968 000 € |
| TOTAL | 5 776 226 € | 376 159 € | 1 432 067 € | 3 968 000 € |

Intérêts courus non échus au 31/12/2021 : 11 109 €

➤ Autres dettes : 860 468 €

743 954€ seront payées à moins d'un an dont :

| | |
|--|-----------|
| - Fournisseurs et factures non parvenues : | 195 507 € |
| - Dettes sociales et fiscales | 503 780 € |
| - Fournisseurs d'immos | 19 138 € |
| - Charges à payer | 25 529 € |

V. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH

Prix de journée

Le Prix de Journée, établi à partir d'un budget prévisionnel, couvre l'ensemble des charges de l'exercice y compris les dotations aux amortissements.

2021 : La dotation nette globalisée de 3 588 419 € allouée par la Collectivité Européenne d'Alsace est payée par douzième chaque mois. Les résidents reversent une partie de leurs ressources à la CEA, ce qui vient compléter cette dotation de 955 000 €.

Le Prix de journée FAS et FASPHV fixé par la CEA pour les autres départements est de 116,59€ pour les sept premiers mois de l'année et 115,51€ à partir du premier juillet 2021. Le prix de journée réduit est obtenu en soustrayant le forfait journalier hospitalier de 20€.

La nouvelle convention de dotation globale signée en juillet 2020 avec le Conseil Départemental du Haut-Rhin nous impose d'ajuster les recettes des participations des résidents et les recettes Prix de journée des autres départements aux budgets autorisés pour ces deux postes. Si les recettes de l'année sont supérieures aux budgets autorisés l'excédent doit être comptabilisé en 487 Produits Constatés d'Avance, en revanche, si les recettes sont inférieures aux budgets autorisés, la différence doit être comptabilisé en 4487 Produits à Recevoir. En l'occurrence pour l'année 2021, 4 K€ sont comptabilisés en produits constatés d'avance sur les participations des résidents ce qui porte le total du compte 487 à 47 K€ et 1 K€ est comptabilisé en produits à recevoir sur le prix de journées des autres départements ce qui porte le total du compte 4487 à 6 K€.

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

➤ Engagement de crédit-bail mobilier :

↳ Photocopieur IMC 3000 de la marque RICOH : début de contrat le 01/04/2019 avec réintégration du solde du contrat précédent.

| Crédit-bail | Contrat initial | Loyers payés au 31/12/2021 | Encours des loyers restants |
|-------------|-----------------|----------------------------|-----------------------------|
| LIXXBAIL | 15 600 € | 8 580 € | 7 020 € |

| Crédit-bail | Encours des loyers restants | - 1 an | 1 à 5 ans | + 5 ans |
|-------------|-----------------------------|---------|-----------|---------|
| LIXXBAIL | 7 020 € | 3 120 € | 3 900 € | 0 € |

➤ Engagement d'Indemnités de Départ à la Retraite :

La méthode d'estimation des indemnités de départ en retraite à la date de clôture consiste à prendre en compte l'ancienneté prévisible à 65 ans pour appliquer le barème conventionnel d'indemnisation. Le montant ainsi obtenu est proratisé en fonction de l'ancienneté à la date de clôture.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ : 65 ans
- Indemnités : calculées suivant la convention collective du 15 mars 1966
- Taux de rotation du personnel : faible
- Initiative du départ : employé
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 0,4%

Pour des raisons de clarté, ces chiffres sont présentés dans un tableau par tranche d'âge et plus particulièrement la tranche des 57 ans et plus :

| Population | Indemnités brutes calculées | Charges sociales sur IDR (31,53%) | Charges fiscales sur IDR (12,38 %) | Total |
|----------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------|
| 20 à 35 ans | 12 865,05 | 4 056,35 | 1 592,69 | 18 514,09 |
| 36 à 50 ans | 97 829,84 | 30 845,75 | 12 111,33 | 140 786,93 |
| Plus de 50 ans | 219 381,62 | 69 171,03 | 27 159,45 | 315 712,10 |
| <i>Dont 57 ans et plus</i> | <i>96 645,45</i> | <i>30 472,31</i> | <i>11 964,71</i> | <i>139 082,47</i> |
| Ensemble du personnel | 330 076,51 | 104 073,12 | 40 863,47 | 475 013,11 |

➤ Engagements reçus :

RETENUES DE GARANTIE :

L'Institut Saint Joseph, pour chacun des marchés, retient 5% du montant global au titre de la retenue de garantie. En 2021, nous avons soldé l'ensemble des retenues de garanties des travaux de création du quai de déchargement. Les travaux de chaufferie ont été réalisés sous caution bancaire.

GARANTIES D'EMPRUNTS :

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé en 2001 à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach une garantie de prêt d'un montant de 2 553 521 € sur 25 ans. Au 31/12/2021, il reste une garantie de 568 226 € sur 4 ans et demi. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du Département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St François.

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach en sa séance du 18 décembre 2015 une garantie de prêt d'un montant de 6 200 000€ sur 25 ans. Au 31/12/2021, il reste une garantie de 5 208 000 € sur 21 ans. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St Vincent.

VII. AUTRES INFORMATIONS :

➤ Rémunération des dirigeants :

Les membres du bureau du conseil d'administration qui ont des responsabilités dans la conduite de l'Institut sont tous bénévoles (cf statuts). La directrice et le directeur adjoint, salariés de l'Institut, sont rétribués par application de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

➤ Contributions Volontaires :

L'Institut Saint Joseph fait appel à deux bénévoles pour encadrer : une séance de catéchèse à raison de 1,5 heures par semaine et de la médiation animale à raison de 2 heures par semaine. Sur l'année 2021, en raison de la pandémie de Covid19 ces heures ont été réduites à 176h valorisées au taux horaire du SMIC (10,48€) augmenté des charges patronales (43,91%), soit un montant total chargé de 2 654 €.

➤ Honoraires et frais des commissaires aux comptes : 9 023 € TTC.

➤ Effectifs :

| Personnes physiques | Au 31/12/2020 | Au 31/12/2021 |
|---------------------|---------------|---------------|
| Cadres | 8 | 8 |
| Non-cadres | 73 | 73 |
| Totaux CDI | 81 | 81 |
| CDD | 12 | 12 |

| ETP | Au 31/12/2020 | Au 31/12/2021 |
|------------|---------------|---------------|
| Cadres | 5,47 | 5,47 |
| Non-cadres | 72,43 | 72,43 |
| Totaux CDI | 77,90 | 77,90 |
| CDD | 12 | 12 |